

## L'avenir du Burundi entre les mains de son gouvernement, dit le PNUD

@rib News, 01/06/2015 – Source AFP Une responsable du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a soutenu lundi l'appel des pays d'Afrique de l'Est à reporter les élections au Burundi, jugeant la situation sur place "alarmante". "L'appel au dialogue et à la sagesse" lancé par la communauté des pays d'Afrique de l'Est "est très important", a souligné Helen Clark, ancien Premier ministre de Nouvelle-Zélande et administratrice du PNUD, dans un entretien.

"Il est alarmant de voir le Burundi, où il y avait ces dernières années une fragile stabilité, où les gens avaient commencé à reconstruire leur avenir et leurs communautés, plonger dans une situation où les gens redeviennent des réfugiés, où il y a des morts dans les rues", a-t-elle ajouté lors d'une visite à Paris pour des réunions sur les négociations climatiques. Le Burundi traverse une grave crise politique depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé il y a un mois son intention de se représenter à la présidentielle du 26 juin pour briguer un troisième mandat. Il fait face depuis lors à un vaste mouvement de contestation populaire à Bujumbura où, malgré une répression policière, les manifestations sont quotidiennes. Les protestataires jugent un troisième mandat anticonstitutionnel et contraire aux accords de paix d'Arusha (Tanzanie), qui avaient mis fin à la guerre civile (1993-2006). Les affrontements ont fait plus d'une trentaine de morts et poussé des dizaines de milliers de personnes à fuir ce petit pays d'Afrique des grands Lacs. Réunis dimanche en sommet à Dar es Salaam (Tanzanie), les chefs d'Etat d'Afrique de l'Est se sont abstenus d'évoquer la candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat et se sont contentés d'appeler "à un long report des élections", au moins à la mi-juillet. Le gouvernement burundais a "accueilli positivement" ces propositions, sans modifier le calendrier des élections pour l'instant. Officiellement, des élections législatives et des communales sont prévues vendredi, suivies de la présidentielle le 26 juin, et de sénatoriales le 17 juillet. Pour Helen Clark, "l'avenir du Burundi dépend de la manière dont le gouvernement va réagir à la demande de la Communauté d'Afrique de l'Est de reporter les élections, afin de donner du temps au dialogue".